C A N A D A
Province de Québec

C O U R S U P É R I E U R E
(Chambre commerciale)
Loi sur la faillite et l'insolvabilité

District de : Québec
No division : 01-Montréal
No cour : 500-11-067888-269
No dossier : 41-3435631

Avis de la faillite, de la première assemblée des créanciers (paragraphe 102(1) de la Loi)

Dans l'affaire de la faillite de Rotalec Internationale Inc. de la ville de Montréal dans la Province de Québec

❒ o**riginal** ❒ **modifié**

Avis est donné de ce qui suit :

1. Rotalec Internationale Inc. a déposé une cession le 13 octobre 2026, et le soussigné, Richter Inc., a été nommé syndic de l'actif du failli par le séquestre officiel, sous réserve de la confirmation par les créanciers de sa nomination ou de la nomination par ceux-ci d'un syndic de remplacement.

2. La première assemblée des créanciers du failli sera tenue le 23 octobre, 2026 à 14:50 heures par vidéoconférence avec Microsoft Teams. Nous demandons aux créanciers qui souhaitent assister à l'assemblée de remplir le formulaire d'inscription ci-joint et de le retourner par courriel à l'adresse suivante: reclamations@richter.ca, au plus tard à **17h00 (heure de Montréal) le 22 octobre 2026.**

3. Pour avoir le droit de voter à l'assemblée, chaque créancier doit déposer à l'intention du syndic avant l'assemblée une preuve de réclamation et, au besoin, une procuration.

4. Sont joints au présent avis un formulaire de preuve de réclamation, un formulaire de procuration, formulaire d'inscription et une liste des créanciers dont les réclamations se chiffrent à 25 $ ou plus ainsi que le montant de leurs réclamations.

5. Les créanciers doivent prouver leurs réclamations à l'égard de l'actif du failli pour avoir droit de partage dans la distribution des montants réalisés provenant de l'actif.

Daté le 14 octobre 2026, à Montréal, province de Québec.

Richter Inc.
Syndic autorisé en insolvabilité
de l'actif de
Rotalec Internationale Inc.

T. 514.908.3796 / 1.866.585.9751
F. 514.934.8603
claims@richter.ca

Richter Inc.
1981 McGill College Ave. 11th Floor
Montreal, QC H3A 0G6
www.richter.ca **Montréal, Toronto**

C A N A D A
Province of Québec

S U P E R I O R C O U R T
(Commercial Division)
Bankruptcy and Insolvency Act

District of: Québec
Division No. 01-Montreal
Court No. 500-11-067888-269
Estate No. 41-3435631

Notice of Bankruptcy, First Meeting of Creditors
(Subsection 102(1) of the Act)

In the Matter of the Bankruptcy of
Rotalec International Inc.
of the City of Montreal
In the Province of Quebec

☑ **Original** ❒ **Amended**

Take notice that:

1. Rotalec International Inc. filed an assignment on October 13, 2026, and the undersigned, Richter Inc., was appointed as trustee of the bankrupt estate by the official receiver subject to affirmation by the creditors of the trustee's appointment or substitution of another trustee by the creditors.

2. The first meeting of creditors of the bankrupt will be held on October 23, 2026, at 2:50 PM, by Videoconference with Microsoft Teams. We ask creditors who wish to attend the meeting to complete the attached registration form and return it by email to the following email address: claims@richter.ca, no later than **5:00 p.m. (Montreal time) on October 22, 2026.**

3. To be entitled to vote at the meeting, a creditor must file with the trustee, before the meeting, proof of claim and, where necessary, a proxy.

4. Enclosed with this notice are proof of claim form, proxy form, registration form and list of creditors with claims amounting to $25 or more showing the amounts of their claims.

5. Creditors must prove their claims against the estate of the bankruptcy to share in any distribution of the proceeds realized from the estate.

Dated at Montréal, Province of Québec, October 14, 2026.

Richter Inc.
Licensed Insolvency Trustee
of the Estate of
Rotalec International Inc.

Andrew Adessky, CPA, CIRP, LIT

T. 514.908.3796 / 1.866.585.9751
F. 514.934.8603
claims@richter.ca

Montréal, Toronto

Richter Inc.
1981 McGill College Ave. 11th Floor
Montreal, QC H3A 0G6
www.richter.ca

RICHTER

CETTE FEUILLE DE RENSEIGNEMENTS EST FOURNIE AFIN DE VOUS AIDER À REMPLIR LE FORMULAIRE 31 DE PREUVE DE RÉCLAMATION

- La preuve de réclamation doit être signée par l'individu qui la remplit.
- Indiquer l'adresse complète (incluant le code postal) où tout avis et correspondance doivent être expédiés.
- Le montant sur le relevé de compte doit correspondre au montant réclamé sur la preuve de réclamation.

COORDONNÉES DU CRÉANCIER OU DE LA CRÉANCIÈRE

Les coordonnées préférées du créancier ou de la créancière pour toute correspondance concernant la réclamation.

- Cela peut être une adresse postale, un numéro de télécopieur, ou une adresse courriel.
- Plus d'un type de coordonnées peut être fourni. L'adresse postale du créancier ou de la créancière **doit** être fournie afin de permettre au ou à la SAI de distribuer les fonds de l'actif.

Nommez une personne contact à qui adresser la correspondance relative à la réclamation.

- Cela peut être le créancier lui-même ou la créancière elle-même, ou bien le nom ou le poste d'un de ses représentants ou d'une de ses représentantes.
- Un numéro de téléphone de la personne contact peut être fourni pour les communications avec le ou la SAI.

Informations additionnelles

- Le nom légal au complet du créancier ou de la créancière.

Renseignements sur le créancier ou la créancière

- Le nom complet du créancier ou de la créancière, ou de son représentant ou de sa représentante.
- La ville et la province du créancier ou de la créancière, ou de son représentant ou de sa représentante

PARAGRAPHES 1 ET 2 : ÉNONCÉ DU CRÉANCIER OU DE LA CRÉANCIÈRE

Le créancier ou la créancière, ou son représentant ou sa représentante confirme que toutes les informations concernant la réclamation du créancier ou de la créancière sont, à sa connaissance, véridiques et complètes.

- Si vous êtes un employé ou une employée, ou un représentant ou une représentante du créancier ou de la créancière, indiquez votre poste ou le titre du poste que vous occupez ainsi que le nom légal au complet de votre employeur ou de votre employeuse.
- Si le créancier ou la créancière est une société, la personne qui remplit le formulaire doit confirmer qu'elle a le pouvoir d'engager le créancier ou la créancière.

PARAGRAPHE 3 : DÉTAILS CONCERNANT LA RÉCLAMATION

- Le montant total, en dollars canadiens, dû au créancier ou à la créancière par la personne débitrice à la date de la procédure, après déduction de toute créance compensatoire à laquelle la personne débitrice a droit.
  - Si le montant dû au créancier ou à la créancière par la personne débitrice était en devises étrangères, ce montant doit être converti en monnaie canadienne.
  - Si le taux n'est pas prévu, utilisez le taux de change à la date de dépôt mentionnée ci-haut.
- Joignez toutes les pièces justificatives énonçant tous les détails pertinents afin de prouver la réclamation. Cela permet au ou à la SAI d'examiner la réclamation et de déterminer s'il convient de l'accepter ou de la rejeter.

PARAGRAPHE 4 : CONFIRMATION DU STATUT DE LA DETTE

- Indiquez si l'entièreté, une partie ou aucune part de la dette est prescrite en vertu de la loi applicable.
  - Une dette est prescrite lorsque la loi éteint la dette ou interdit à un créancier de s'adresser aux tribunaux pour la recouvrer en raison de l'écoulement d'une période de temps définie, laquelle est connue sous le nom de délai de prescription.
  - La période de temps et les conditions particulières pour qu'une dette devienne prescrite varient en fonction des circonstances et de la loi applicable. Le délai de prescription général varie habituellement entre deux et six ans pour la plupart des obligations non garanties.
  - Une dette prescrite n'est pas une réclamation prouvable en vertu de la Loi. Si vous avez une réclamation, il est recommandé d'obtenir un avis juridique pour confirmer la loi et le délai de prescription applicables à votre réclamation.

T. 514.908.3796 / 1.866.585.9751
F. 514.934.8603
reclamations@richter.ca

Richter Inc.
1981 McGill College
Montréal (QC) H3A 0G6 **Montréal, Toronto**

PARAGRAPHE 5 : DÉTAILS CONCERNANT LA RÉCLAMATION

- Indiquez la date (jour, mois et année) à laquelle le paiement était dû et la date (jour, mois et année) du dernier paiement fait par la personne débitrice pour la dette, le cas échéant.
- Indiquez la date de la plus récente reconnaissance de la dette par la personne débitrice, le cas échéant.
- Fournissez tous les détails pertinents quant à la dette ou à l'obligation. Par exemple, la nature et l'historique de la réclamation, quand et comment la dette ou l'obligation a été contractée, etc.

PARAGRAPHE 6 : TYPE DE RÉCLAMATION (EN VERTU DE LA LOI)

Cochez chaque catégorie qui s'applique à la réclamation ou aux réclamations et fournissez les renseignements à l'appui de celles-ci.

A. Réclamation non garantie:

- Si la réclamation est faite à l'encontre d'un courtier ou d'une courtière en valeurs mobilières, excluez tout montant réclamé au fonds commun des clients.

Ordre de priorité:

- **Si vous ne revendiquez aucun droit de priorité** :

  1. Cochez la première case et indiquez le montant pour lequel aucune priorité n'est réclamée.

- **Si vous revendiquez un droit de priorité** en vertu de l'un des alinéas 136(1) *d*), *d.01*), *d.02*), *d.1*), *e*), *f*), *g*) ou *i*) de la Loi, cochez la case correspondante et saisissez le montant pour lequel une priorité est revendiquée.

  2. Réclamation des salariés ou salariées: Pour des gages, salaires, commissions ou autre rémunération non versée (jusqu'à concurrence de 2000$), pour services rendus durant les six mois précédant la date de la faillite ou de la mise sous séquestre, cochez la case correspondant à l'alinéa 136(1)*d*) de la Loi. Les détails de cette réclamation doivent également être fournis à la catégorie E.

  3.,4. Réclamation d'un créancier ou d'une créancière garantie: Pour la somme non versée à la suite de la réalisation de la garantie en raison de la sûreté prescrite relative aux salaires ou aux régimes de pension au bénéfice des employés ou employées de la personne débitrice, cochez la case correspondant à l'alinéa 136(1)*d.01*) ou 136(1)*d.02*) de la Loi.

  5. Réclamation d'un ex-conjoint ou d'une ex-conjointe, ou réclamations alimentaires : Pour les pensions alimentaires non versées d'un ancien conjoint ou d'une ancienne conjointe, ou d'un enfant pour une somme forfaitaire ou payable périodiquement pour montants dus au cours de l'année précédant la faillite ou la proposition, cochez la case correspondant à alinéa 136(1)*d.1*) de la Loi.

  6. Réclamation de taxes municipales: Pour les taxes municipales non versées établies ou perçues dans les deux années précédant la faillite ou la proposition et pour lesquelles la municipalité n'a pas inscrit la créance sur les immeubles ou les biens réels de la personne débitrice, cochez la case correspondant à l'alinéa 136(1)*e*) de la Loi.

  7. Réclamation d'un locateur ou d'une locatrice : Pour les loyers non versés pour les trois mois précédant la faillite ou la proposition, ou le loyer exigible par anticipation pour les trois mois après la faillite ou la proposition, cochez la case correspondant à alinéa 136(1)*f*) de la Loi.

  8. Réclamation d'honoraires : Pour les honoraires et de droits payés par un créancier ou une créancière pour toute procédure contre les biens de la personne débitrice qui ont été déposées avant la date de la faillite ou de la proposition, cochez la case correspondant à l'alinéa 136(1)*g*) de la Loi.

  9. Réclamation d'un assureur ou assureuse: Pour les réclamations d'un assureur ou d'une assureuse ayant versé des sommes pour des blessures subies par des employés ou des employées de la personne débitrice non visées par une loi sur les accidents du travail, cochez la case correspondant à l'alinéa 136(1)*i*) de la Loi.

Le montant total de tous les montants prioritaires doit correspondre au montant total des réclamations non garanties indiqué à la catégorie A.

B. Réclamation du locateur suite à la résiliation d'un bail:

- Seulement disponible si la personne débitrice a utilisé une proposition afin de mettre un terme à un bail commercial.
- Incluez les détails de la réclamation, incluant les calculs sur lesquels celle-ci est fondée.

C. Réclamation garantie:

- Indiquez le montant de la dette garantie ainsi que les détails complets sur la garantie et la valeur à laquelle elle est évaluée au moment de remplir le formulaire.
- Incluez les copies des titres et les documents d'enregistrement.

T. 514.908.3796 / 1.866.585.9751
F. 514.934.8603
reclamations@richter.ca

Richter Inc.
1981 McGill College
Montréal (QC) H3A 0G6 **Montréal, Toronto**

D. Réclamation liée au stock d'un agriculteur, d'un pêcheur ou d'un aquiculteur:

- Le même montant devrait figurer sur les deux lignes.
- Cette réclamation s'applique uniquement aux stocks fournis par un agriculteur ou une agricultrice, un pêcheur ou une pêcheuse, ou un aquiculteur ou une aquicultrice dans les 15 jours suivant la date de la faillite ou à laquelle un séquestre est nommé (voir la date de dépôt au paragraphe 3).
- Incluez les actes de vente et les reçus de livraison.

E. Réclamation d'un salarié:

- Si la réclamation concerne la faillite d'un l'employeur ou d'une employeuse, cochez la case correspondant au paragraphe 81.3(8) de la Loi.
  - Indiquez le montant réclamé pour les salaires non versés pour services rendus durant les six mois précédant la faillite.
- Si la réclamation concerne la nomination d'un séquestre sur les biens de l'employeur ou de l'employeuse, cochez la case correspondant au paragraphe 81.3(8) de la Loi.
  - Indiquez le montant réclamé pour les salaires non versés pour services rendus durant les six mois précédant la nomination du séquestre.
  - Une réclamation pour salaires non versés peut généralement bénéficier d'un droit à la priorité en vertu de l'alinéa 136(1)*d*) de la Loi, ce droit pouvant être déclaré à la catégorie A.

F. Réclamation d'un régime de pension pour sommes qui n'ont pas été versées:

- Cette réclamation doit être déposée par l'administrateur ou l'administratrice du régime de pension et non par l'employé ou l'employée, ou l'ancien employé ou l'ancienne employée de la personne débitrice.
- Si la réclamation concerne la faillite de l'employeur ou de l'employeuse, cochez la case correspondant à l'article 81.5 de la Loi.
  - Indiquez le montant réclamé pour les sommes non versées au titre du régime de pension.
- Si la réclamation concerne la nomination d'un séquestre sur les biens de l'employeur ou de l'employeuse, cochez la case correspondant à l'article 81.6 de la Loi.
  - Indiquez le montant réclamé pour les sommes non versées au titre du régime de pension.

G. Réclamation contre les administrateurs:

- Cette réclamation s'applique uniquement aux administrateurs ou administratrices d'une personne morale ayant déposé une proposition comportant une transaction ou protection contre les réclamations envers les administrateurs ou administratrices en vertu du paragraphe 50(13) de la Loi.
- Un administrateur ou une administratrice d'une personne morale autre qu'une fiducie de revenu, s'entend comme toute personne exerçant les fonctions d'administrateur ou d'administratrice, indépendamment de son titre, et, dans le cas d'une fiducie de revenu, s'entend comme toute personne exerçant les fonctions de fiduciaire, indépendamment de son titre.
- Expliquez en détail la réclamation et incluez les calculs détaillés sur lesquels celle-ci est fondée.

H. Réclamation d'un client d'un courtier en valeurs mobilières failli:

- Un courtier ou une courtière en valeurs mobilières fait référence à une entreprise qui achète et vend des titres, tel que des actions, des parts de fonds commun de placement, des billets, des obligations, des débentures, des contrats à terme, des instruments dérivés, pour le compte de clients ou de clientes.
- Le montant réclamé doit correspondre aux capitaux nets du client ou de la cliente :
  - Ceci représente la valeur des titres sur le compte du client ou de la cliente s'il avait été liquidé au moment de la clôture de ses opérations à la date de la faillite, moins tout montant dû par le client ou la cliente au courtier ou à la courtière en valeurs mobilières à la même date.
- Incluez les calculs détaillés sur lesquels la réclamation est fondée.

PARAGRAPHE 7 : RELATION AVEC LA PERSONNE DÉBITRICE

- Indiquer si le créancier ou la créancière est lié ou liée à la personne débitrice :
  - Des personnes sont liées si elles sont unies par les liens du sang, du mariage, d'une union de fait ou de l'adoption.
  - Les sociétés sont généralement liées aux personnes qui les contrôlent et elles sont généralement liées à d'autres sociétés contrôlées par les mêmes personnes ou celles qui font partie du même groupe de sociétés.

T. 514.908.3796 / 1.866.585.9751
F. 514.934.8603
reclamations@richter.ca

Richter Inc.
1981 McGill College
Montréal (QC) H3A 0G6 **Montréal, Toronto**

- Indiquer si le créancier ou la créancière avait un lien de dépendance avec la personne débitrice:
  - Un lien de dépendance réfère à une relation ou une transaction entre des personnes qui liées l'une à l'autre.
  - Les créanciers ou créancières liées à la personne débitrice son généralement réputés avoir un lien de dépendance avec cette dernière.

PARAGRAPHE 8 : PAIEMENTS ET CRÉDITS

Fournissez une liste de tous les paiements reçus par le créancier ou la créancière de la part de la personne débitrice ainsi que des crédits accordés par le créancier ou la créancière à la personne débitrice pour la période désignée.

- La période désignée:
  - Pour les personnes liées ou ayant un lien de dépendance, la période désignée est de douze mois précédant la date de dépôt au paragraphe 3.
  - Sinon, la période désignée est de trois mois avant la date de dépôt au paragraphe 3.
- Fournissez, pour la période désignée, une liste de toutes les opérations sous-évaluées de la personne débitrice auxquelles le créancier ou la créancière a participé ou dont il ou elle a connaissance.
  - Les opérations sous-évaluées comprennent toutes les transactions, soit pour des biens ou des services, pour lesquelles la personne débitrice a reçu une contrepartie manifestement inférieure à la juste valeur marchande.
- Incluez tous les détails des paiements, crédits ou opérations sous-évaluées.

PARAGRAPHE 9 : DEMANDE D'INFORMATION

Si la preuve de réclamation concerne un failli ou une faillie qui est une personne physique, vous pouvez demander de recevoir certaines informations spécifiques en cochant la case applicable.

Cochez la première case pour être avisé chaque fois que le ou la SAI examine la situation financière du failli ou de la faillie, établit de nouveau si le failli ou la faillie doit verser un montant de revenu excédentaire à l'actif en vertu du paragraphe 68(4) de la Loi et fixe le nouveau montant du versement.

Cochez la deuxième case pour recevoir une copie du rapport rempli par le ou la SAI quant à la libération du failli ou de la faillie, sachant que celui-ci inclut notamment des informations comme les raisons de la faillite, la conduite du failli ou de la faillie et autres fait pertinents.

- Le ou la SAI enverra une copie du rapport au créancier ou à la créancière en utilisant les coordonnées fournies dans la section **Coordonnées du créancier ou de la créancière**.

PARAGRAPHE 10 : SIGNATURE

La personne qui remplit le formulaire doit le signer et indiquer la localité ainsi que la date (jour, mois et année) où il a été signé.

- Signer le formulaire engage le créancier ou la créancière et atteste du fait que l'information fournie dans le formulaire est, à sa connaissance, entière, véridique et complète.
- Commet une infraction grave, tout créancier ou toute créancière qui inclut de fausses informations ou qui fait de fausses réclamations avec l'intention de frauder. L'infraction peut entraîner une amende maximale de 5000$ et un emprisonnement maximal d'un an, ou l'une de ces peines.

T. 514.908.3796 / 1.866.585.9751
F. 514.934.8603
reclamations@richter.ca

Richter Inc.
1981 McGill College
Montréal (QC) H3A 0G6 **Montréal, Toronto**

Richter Inc.
1981 Avenue McGill College, 11e étage
Montréal QC H3A 0G6
Téléphone: (514) 934-3400 Télécopieur: (514) 934-8603
Courriel: reclamations@richter.ca

District de: Québec
No division: 01-Montréal
No cour: 41-3435631
No dossier: 41-3435631

FORMULAIRE 31

Preuve de réclamation
(articles 50.1, 81.5 et 81.6, paragraphes 65.2(4), 81.2(1), 81.3(8), 81.4(8), 102(2), 124(2) et 128(1)
et alinéas 51(1)e) et 66.14b de la Loi)

Dans l'affaire de la faillite de
Rotalec Internationale Inc.
de la ville de Montréal
dans la Province de Québec

Le créancier préfère recevoir tout avis et correspondance concernant la présente réclamation à l'adresse *et/ou* numéro de télécopieur *et/ou* adresse électronique suivant(e) (une adresse postale doit être inscrite dans tous les cas) :

Adresse postale: _____
Télécopieur: _____
Adresse électronique: _____
Nom ou poste de la personne contact: _____
Numéro de téléphone de la personne contact: _____

Dans l'affaire de la faillite de Rotalec International Inc. de Montréal en la province de Québec et de la réclamation de _____, créancier.

Je, _____ (nom du créancier ou du représentant du créancier) de la ville de _____ de la province de _____, certifie ce qui suit :

1. Je suis le créancier du failli susnommé (ou Je suis _____ [préciser le poste ou la fonction] de _____ [nom du créancier ou de son représentant] et que je suis autorisé à représenter et [si le créancier est une personne morale] que j'ai le pouvoir de lier le créancier du débiteur susnommé).

2. Je suis au courant de toutes les circonstances entourant la réclamation visée par le présent formulaire.

3. Le failli était, à la date de la faillite, soit le 13 octobre 2026, endetté envers le créancier et l'est toujours, pour la somme de _____$, comme l'indique l'état de compte (ou l'affidavit) ci-annexé et désigné comme l'annexe A, après déduction du montant de toute créance compensatoire à laquelle le failli a droit. Toute créance en devises étrangères a été convertie en monnaie canadienne au taux en vigueur à la date de la faillite.
(L'état de compte ou l'affidavit annexé doit faire mention des pièces justificatives ou de toute autre preuve à l'appui de la réclamation.)

4. Au meilleur de ma connaissance, cette dette n'est pas (ou cette dette est *ou* une partie de cette dette est) éteinte par prescription en vertu de la loi qui lui est applicable.

5. Paiement au créancier par le débiteur pour cette créance est recevable (ou le débiteur est endemeure) depuis le _____ jour de _____ _____ et le plus récent paiement au créancier par le débiteur pour cette créance, si quelque paiement a été effectué, a été fait le _____ jour de_____ _____ *et/ou* que la plus récente renonciation au bénéfice de la prescription ou du temps écoulé a été faite le _____ jour de _____ _____ dont les détails sont mentionnés ci-après :
(Donnez tous les détails de la réclamation, y compris de son historique, de toute renonciation ou de toute action en justice y étant reliée).

6. *(Cochez la catégorie qui s'applique et remplissez les parties requises).*

☐ **A. Réclamation non garantie au montant de**_____ $

(autre qu'une réclamation d'un client visée par l'article 262 de la Loi)

En ce qui concerne cette créance, je ne détiens aucun avoir du failli à titre de garantie et :
(Cochez ce qui s'applique.)

☐ pour le montant de _____$, je ne revendique aucun droit à un rang prioritaire.

☐ pour le montant de _____$, je revendique le droit à un rang prioritaire en vertu de l'alinéa 136(1)d) de la Loi (complétez le paragraphe 6. E. ci-dessous.)

District de: Québec
No division: 01 - Montréal
No cour:
No dossier: 41-3435631

FORMULAIRE 31 --- Suite

Dans l'affaire de la faillite de
Rotalec Internationale Inc.
de la ville de Montréal
dans la Province de Québec

☐ pour le montant de _____$, je revendique le droit à un rang prioritaire en vertu de l'alinéa 136(1)d.01) de la Loi.

☐ pour le montant de _____$, je revendique le droit à un rang prioritaire en vertu de l'alinéa 136(1)d.02) de la Loi.

☐ pour le montant de _____$, je revendique le droit à un rang prioritaire en vertu de l'alinéa 136(1)d.1) de la Loi.

☐ pour le montant de _____$, je revendique le droit à un rang prioritaire en vertu de l'alinéa 136(1)e) de la Loi.

☐ pour le montant de _____$, je revendique le droit à un rang prioritaire en vertu de l'alinéa 136(1)f) de la Loi.

☐ pour le montant de _____$, je revendique le droit à un rang prioritaire en vertu de l'alinéa 136(1)g) de la Loi.

☐ pour le montant de _____$, je revendique le droit à un rang prioritaire en vertu de l'alinéa 136(1)i) de la Loi.

(Indiquez sur une feuille annexée les renseignements à l'appui de la réclamation prioritaire).

☐ **B. Réclamation du locateur suite à la résiliation d'un bail, au montant de** _____$

J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 65.2(4) de la Loi, dont les détails sont mentionnés ci-après :
(Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.)

☐ **C. Réclamation garantie au montant de** _____$

En ce qui concerne la créance susmentionnée, je détiens des avoirs du failli à titre de garantie, dont la valeur estimative s'élève à _____$ et dont les détails sont mentionnés ci-après :
(Donnez des renseignements complets au sujet de la garantie, y compris la date à laquelle elle a été donnée et la valeur que vous lui attribuez, et annexez une copie des documents relatifs à la garantie).

Le syndic peut, en vertu du paragraphe 128(3) de la Loi, racheter une garantie sur paiement au créancier garanti de la créance ou de la valeur de la garantie telle qu'elle a été fixée par le créancier garanti dans la preuve de garantie.

☐ **D. Réclamation d'un agriculteur, d'un pêcheur ou d'un aquiculteur au montant de** _____$

J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.2(1) de la Loi pour la somme impayée de _____$
(Veuillez joindre une copie de l'acte de vente et des reçus de livraison).

☐ **E. Réclamation d'un salarié au montant de** _____$

☐ J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.3(8) de la Loi au montant de _____$

☐ J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.4(8) de la Loi au montant de _____$

☐ **F. Réclamation d'un régime de pension pour sommes qui n'ont pas été versées au montant de** _____$

☐ J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.5 de la Loi au montant de _____$

☐ J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.6 de la Loi au montant de _____$

☐ **G. Réclamation contre les administrateurs au montant de** _____$

(À remplir lorsque la proposition vise une transaction quant à une réclamation contre les administrateurs.)
J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 50(13) de la Loi, dont les détails sont mentionnés ci-après :
(Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.)

☐ **H. Réclamation d'un client d'un courtier en valeurs mobilières failli au montant de** _____$

J'ai une réclamation en tant que client en conformité avec l'article 262 de la Loi pour des capitaux nets, dont les détails sont mentionnés ci-après :
(Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant).

District de: Québec
No division: 01 - Montréal
No cour:
No dossier: 41-3435631

FORMULAIRE 31 --- Fin

Dans l'affaire de la faillite de
Rotalec Internationale Inc.
de la ville de Montréal
dans la Province de Québec

7. Au meilleur de ma connaissance, je _____(suis/ne suis pas)(ou le créancier susnommé _____(est/n'est pas)) lié au failli selon l'article 4 de la Loi,et (j'ai/le créancier susnommé a/je n'ai pas/le créancier susnommé n'a pas) un lien de dépendance avec le failli.

8. Les montants suivants constituent les paiements que j'ai reçus du failli et les crédits que j'ai attribués à celui-ci et les opérations sous-évaluées selon l'article 2 de la Loi auxquelles j'ai contribué ou été partie intéressée au cours des trois mois *(ou, si le créancier et le failli sont des << personnes liées >> au sens de l'article 4 de la Loi ou ont un lien de dépendance, au cours des douze mois)* précédant immédiatement l'ouverture de la faillite, telle que définie à l'article 2 de la Loi.
(Donnez les détails des paiements, des crédits et des opérations sous-évaluées.)

9. (Applicable seulement dans le cas de la faillite d'une personne physique)

- ☐ Lorsque le syndic doit réexaminer la situation financière du failli pour déterminer si celui-ci est tenu de verser les paiements prévus à l'article 68 de la Loi, je demande que l'on m'avise, conformément au paragraphe 68(4) de la Loi, du nouveau montant que le failli est tenu de verser à l'actif de la faillite ou du fait que le failli n'a plus de revenu excédentaire.
- ☐ Je demande qu'une copie du rapport dûment rempli par le syndic quant à la demande de libération du failli, en conformité avec le paragraphe 170(1) de la Loi, me soit expédiée à l'adresse susmentionnée.

Avertissement : Le paragraphe 201(1) de la Loi prévoit l'imposition de peines sévères en cas de présentation de réclamations, de preuves, de déclarations ou d'états de compte qui sont faux.

Daté le _____jour de_____ _____, à _____.

_____
Signature du créancier ou de son représentant

THIS INFORMATION SHEET IS SUPPLIED IN ORDER TO ASSIST YOU IN COMPLETING THE PROOF OF CLAIM FORM 31

- The proof of claim must be signed by the individual completing the form.
- Give the complete address (including postal code) where all notices and correspondence are to be forwarded.
- The amount on the statement of account must agree with the amount claimed on the proof of claim

CREDITOR CONTACT INFORMATION

The creditor's preferred contact details for correspondence about the claim.

- This can be a mailing address, fax number or email address. (The creditor's mailing address **must** be given to allow the LIT to distribute any estate funds)
- More than one type of contact can be provided. The LIT will then have the discretion to send correspondence by one of these options.

Name a contact person to receive correspondence about the claim.

- This can be the creditor or the name or position of a creditor representative.
- A telephone number for the contact person can be given for communication with the LIT.

Additional Details

- The full legal name of the creditor.

Creditor Information

- The full name of the creditor or creditor representative.
- The city and province of the creditor or creditor representative.

PARAGRAPHS 1 AND 2: CREDITOR STATEMENT

The creditor or creditor representative confirms that all information related to the creditor's claim is true and completed to the best of their knowledge.

- If you are an employee the creditor or a creditor representative, supply your position or job title, and the full legal name of your employer.
- If the creditor is a corporation, the person completing the form must confirm that they have the authority to bind the creditor.

PARAGRAPH 3: CLAIM DETAILS

- The full amount, in Canadian dollars, the debtor owes the creditor on the date of the proceedings, minus any counterclaims to which the debtor is entitled.
  - If the amount owing was payable in a currency other than Canadian dollars, it should be converted to Canadian dollars.
  - If there is no specified rate, use the exchange rate on the filing date provided above.
- Attach supporting documents to provide all relevant details to prove the claim. This allows the LIT to examine the claim and decide whether to allow it.

PARAGRAPH 4: CONFIRMATION OF DEBT STATUS

- Select whether all, part or none of the debt is statute-barred.
  - A debt is statute-barred when legislation extinguishes the debt or bars a creditor from taking legal action to recover on it due to the passage of time, known as the limitation period.
  - The specific conditions and the time for a debt to become statute-barred vary depending on the circumstances and relevant legislation. For most unsecured liabilities, the general limitation period is between two and six years.
  - A statute-barred debt is not a provable claim under the Act. If you have a claim, it is advisable to seek legal advice to confirm the relevant legislation and limitation period that apply to your claim.

PARAGRAPH 5: CLAIM DETAILS

- Provide the date (day, month, and year) when payment was owed and the date (day, month, and year) of the last payment made by the debtor for the debt, if any.
- Provide the date of the debtor's most recent acknowledgment of the debt, if any.
- Include all relevant details about the debt or obligation, e.g., the nature and history of the claim, how and when the debt or obligation was contracted, etc.

T. 514.908.3796 / 1.866.585.9751
F. 514.934.8603
claims@richter.ca

Richter Inc.
1981 McGill College
Montréal (QC) H3A 0G6 **Montréal, Toronto**

PARAGRAPH 6: TYPE OF CLAIM (ACCORDING TO THE ACT)

Check each applicable category for the claim or claims and include the required information and supporting documentation for each claim.

A. Unsecured Claim

- For a claim against a securities firm, omit any amount claimed against the customer pool fund.

Priority Claims

- **If not claiming a right to a priority**:

1. Check the **first** box and enter the amount for which there is no priority being claimed.

- **If claiming a right to a priority** under any of paragraphs 136(1)(*d*), (*d.01*), (*d.02*), (*d.1*), (*e*), (*f*), (*g*) or (*i*) of the Act, check the corresponding box and enter the amount for which a priority is claimed.

2. Employee claims: For unpaid wages, salaries, commissions or compensation of up to $2000, for work done during the six months preceding the bankruptcy or receivership, check the paragraph 136(1)(*d*) box. The details of the claim must also be provided in section E.

3.,4. Secured creditor claims: For the amount not received from the realization of the security because of the legislated security for unpaid wages or pension plans for the benefit of the debtor's employees, check the paragraph 136(1)(*d.01*) **or** 136(1)(*d.02*) box.

5. Former partner or child support claims: For unpaid alimony, alimentary pension, support or maintenance of a former partner or child for a lump sum or periodic payment for amounts due in the year before the bankruptcy or proposal, check the paragraph 136(1)(*d.01*) box.

6. Municipal tax claims: For unpaid property taxes owed for the last two years before the bankruptcy or proposal and for which the municipality has not registered on title, check the paragraph 136(1)(*e*) box.

7. Lessor claims: For unpaid rent for the three months before the bankruptcy or proposal or accelerated rent for the three months after the bankruptcy or proposal, check the paragraph 136(1)(*f*) box.

8. Creditor cost claims: For legal fees and costs paid by a creditor for any process against the property of the debtor filed before the bankruptcy or proposal, check the paragraph 136(1)(*g*) box.

9. Insurer claims: For claims of insurers who paid money for injuries to the debtor's employees not covered by the provisions of any workers' compensation legislation, check the paragraph 136(1)(*i*) box.

The total amount of all the amounts in priority must correspond to the total amount for unsecured claims reported at A.

B. Lessor's claim for a disclaimer of a lease:

- This is only available if the debtor used a proposal to end a commercial lease.
- Provide details of the claim, including calculations on which the claim is based.

C. Secured claim:

- Provide the amount of the secured debt and complete details of the security, including the date the security was given and the value at which it is assessed at the date of completing the form.
- Include copies of security and registration documents.

D. Claims by Farmers, Fishers or Aquaculturists:

- The amount entered on both lines should be the same.
- This claim only applies to inventory supplied by farmers, fishers or aquaculturists within 15 days of the bankruptcy date or receiver's appointment (see the filing date at Paragraph 3).
- Include sales agreements and delivery receipts.

E. Claims by Wage Earner:

- If the claim relates to the bankruptcy of the employer, check the subsection 81.3(8) box.
  - Enter the amount claimed for unpaid wages for work done within six months before the bankruptcy.
- If the claim relates to the appointment of a receiver to the property of the employer, check the subsection 81.4(8) box.
  - Enter the amount claimed for unpaid wages for work done within six months before the receiver's appointment.
  - A priority claim can often be filed at A for these unpaid wages under paragraph 136(1)(*d*).

T. 514.908.3796 / 1.866.585.9751
F. 514.934.8603
claims@richter.ca

Richter Inc.
1981 McGill College
Montréal (QC) H3A 0G6 **Montréal, Toronto**

F. Claims by Pension Plans:

- This claim should be filed by the pension plan administrator, not by the employee or former employee of the debtor.
- If the claim relates to the employer's bankruptcy, check the section 81.5 box.
  - Enter the amount claimed for unpaid amounts from the pension plan.
- If the claim relates to the appointment of a receiver to the property of the employer, check the section 81.6 box.
  - Enter the amount claimed for unpaid amounts from the pension plan.

G. Claims against Directors:

- This only applies to corporations that have filed a proposal that includes a compromise or protection from claims against the directors of the corporation made under subsection 50(13).
- A director of a corporation other than an income trust means a person who holds the position of a director regardless of their title, and in the case of an income trust, a person holding the position of trustee by any name.
- Fully explain the claim and include detailed calculations upon which the claim is based.

H. Claims by a customer of a bankrupt securities firm:

- A securities firm refers to a business that buys and sells securities, such as shares, mutual funds shares, notes, bonds, debentures, commodity futures, or derivatives, on behalf of its customers.
- The amount claimed must be for the net equity of the customer:
  - This is the value of the securities in the customer's account, had it been liquidated at the close of business on the date of bankruptcy, less any amount owed by the customer to the securities firm on the same date.
- Include detailed calculations upon which the claim is based.

PARAGRAPH 7: RELATIONSHIP TO THE DEBTOR

- Indicate whether the creditor is related to the debtor:
  - Individuals are related if they are connected by blood, marriage, common-law partnership, or adoption.
  - Corporations are typically related to individuals who control them, as well as other corporations controlled by the same persons or are part of the same group of corporations.
- Indicate whether the creditor has dealt with the debtor in a non-arm's length manner:
  - Non-arm's length refers to a relationship or transaction between parties who are related to each other.

Creditors related to the debtor are generally considered not to deal with each other at arm's length.

PARAGRAPH 8: PAYMENT AND CREDITS

List all payments received from the debtor and credit extended to the debtor during the designated period.

- Designated period:
  - For related persons or persons who are not at arm's length, the designated period is twelve months before the date of filing in Paragraph 3.
  - Otherwise, the designated period is three months before the date of filing in Paragraph 3.
- Provide information on any transfers at undervalue by the debtor that the creditor was a party to, or is aware of, for the designated period.
  - Transfers at undervalue include all transactions, either for goods or services, for which the debtor received conspicuously less than reasonable value.
- Include all details of payments, credits or any transfers at undervalue.

PARAGRAPH 9: REQUEST FOR INFORMATION

If the proof of claim relates to an individual bankrupt, you can request to receive specific information by checking the applicable box.

Check the first box to be informed whenever the LIT reviews the bankrupt's financial situation, redetermines if they must make surplus income payments to the estate, and the new amount of these payments.

Check the second box to receive a copy of the LIT's report on the discharge of the bankrupt which includes information such as the reasons for bankruptcy, the bankrupt's conduct, performance of their required duties, and other relevant facts.

- The LIT will send a copy of the report to the creditor using the contact information provided in the **Creditor Contact Information** section.

T. 514.908.3796 / 1.866.585.9751
F. 514.934.8603
claims@richter.ca

Richter Inc.
1981 McGill College
Montréal (QC) H3A 0G6 **Montréal, Toronto**

PARAGRAPH 10: SIGNATURE

The person completing the form must sign it and include the location and specific date (day, month, and year) they signed it.

- Signing this form binds the creditor and attests that the information is full, true and complete to the best of their knowledge.
- It is a serious offence for a creditor to include any false information or to make any false claims with the intent to defraud. The offence can result in a fine of up to $5,000, imprisonment for up to one year, or both.

T. 514.908.3796 / 1.866.585.9751
F. 514.934.8603
claims@richter.ca

Richter Inc.
1981 McGill College
Montréal (QC) H3A 0G6 **Montréal, Toronto**

Richter Inc.
1981 Avenue McGill College, 11e étage
Montréal QC H3A 0G6
Phone: (514) 934-3400 Fax: (514) 934-8603
E-mail: reclamations@richter.ca

District of: Quebec
Division No. 01 - Montréal
Court No.
Estate No. 41-3435631

FORM 31

Proof of Claim
(Sections 50.1, 81.5, 81.6, subsections 65.2(4), 81.2(1), 81.3(8), 81.4(8), 102(2), 124(2), 128(1), and paragraphs 51(1)(e) and 66.14(b) of the Act)

In the Matter of the Bankruptcy of
Rotalec International Inc.
of the City of Montreal
In the Province of Quebec

The creditor's preference is to receive all notices and correspondence regarding this claim at the following address and/or facsimile number and/or email address (a mailing address must be provided in all cases):

Address: _____
Facsimile: _____
Email: _____
Contact person name or position: _____
Telephone number for contact person: _____

In the matter of the bankruptcy of Rotalec International Inc. of the City of Montréal in the Province of Quebec and the claim of _____, creditor.
I, _____ *(name of creditor or representative of the creditor)*, of _____ *(city and province)*, do hereby certify:

1. That I am a creditor of the above named debtor (or that I am _____ *(state position or title)* of _____, *(name of creditor or representative of the creditor)* and that I am authorized to represent and *(if the creditor is a corporation*) that I have authority to bind the creditor of the above-named debtor).

2. That I have knowledge of all the circumstances connected with the claim referred to below.

3. That the debtor was, at the date of bankruptcy, namely the 13th day of October 2026, and still is, indebted to the creditor in the sum $_____of_____, as specified in the statement of account (or affidavit) attached and marked Schedule "A", after deducting any counterclaims to which the debtor is entitled. Any debt payable in a currency other than Canadian currency was converted to Canadian currency as of the date of bankruptcy.
(The attached statement of account or affidavit must specify the supporting documents or other evidence in support of the claim)

4. That, to the best of my knowledge, this debt has never been (or this debt has been or part of this debt has been) statute-barred as determined under the relevant legislation.

5. That payment for this debt by the debtor to the creditor has been due (or has been in default) since the _____ day of _____ _____, and that the last payment, if any, on this debt by the debtor to the creditor was made on the _____ day of _____ _____, and/or that the last acknowledgement, if any, of liability for this debt by the debtor to the creditor was made on the _____ day of _____ _____, as follows:
(Give full particulars of the claim, including its history, any acknowledgement or legal action)

6. (Check and complete appropriate category)

☐ **A. Unsecured claim of** $_____

(Other than as a customer contemplated by Section 262 of the Act)

That in respect of this debt, I do not hold any assets of the debtor as security and:

(Check appropriate description)

☐ Regarding the amount of $_____, I do not claim a right to a priority.

☐ Regarding the amount of $ _____, I claim a right to a priority under paragraph 136(1)(d) of the Act (Complete paragraph 6E below.)

District of Quebec
Division No. 01 - Montréal
Court No.
Estate No. 41-3435631

FORM 31 --- Continued

In the Matter of the Bankruptcy of
Rotalec International Inc.
of the City of Montreal
In the Province of Quebec

☐ Regarding the amount of $ _____, I claim a right to a priority under paragraph 136(1)(d.01) of the Act.

☐ Regarding the amount of $ _____, I claim a right to a priority under paragraph 136(1)(d.02) of the Act.

☐ Regarding the amount of $ _____, I claim a right to a priority under paragraph 136(1)(d.1) of the Act.

☐ Regarding the amount of $ _____, I claim a right to a priority under paragraph 136(1)(e) of the Act.

☐ Regarding the amount of $ _____, I claim a right to a priority under paragraph 136(1)(f) of the Act.

☐ Regarding the amount of $ _____, I claim a right to a priority under paragraph 136(1)(g) of the Act.

☐ Regarding the amount of $ _____, I claim a right to a priority under paragraph 136(1)(i) of the Act.

(Set out on an attached sheet details to support priority claim)

☐ **B. Claim of Lessor for disclaimer of a lease of** $_____

That I make a claim under subsection 65.2(4) of the Act, the particulars of which are as follows:
(Give full particulars of the claim, including the calculations upon which the claim is based)

☐ **C. Secured claim of** $_____

That in respect of this debt, I hold assets of the debtor valued at $_____ as security, the particulars of which are as follows:
(Give full particulars of the security, including the date on which the security was given and the value at which you assess the security and attach a copy of the security documents.)

A trustee may, pursuant to subsection 128(3) of the Act, redeem a security on payment to the secured creditor of the debt or the value of the security as assessed, in the proof of security, by the secured creditor.

☐ **D. Claim by Farmer, Fisherman or Aquaculturist of** $_____

That I make a claim under subsection 81.2(1) of the Act for the unpaid amount of $ _____
(Attach a copy of sales agreement and delivery receipts)

☐ **E. Claim by Wage Earner of** $_____

☐ That I make a claim under subsection 81.3(8) of the Act in the amount of $_____,

☐ That I make a claim under subsection 81.4(8) of the Act in the amount of $_____,

☐ **F. Claim by Pension Plan for unpaid amount of** $_____

☐ That I make a claim under subsection 81.5 of the Act in the amount of $_____,

☐ That I make a claim under subsection 81.6 of the Act in the amount of $_____,

☐ **G. Claim against Director of** $_____

(To be completed when a proposal provides for the compromise of claims against directors)
That I make a claim under subsection 50(13) of the Act, the particulars of which are as follows:
(Give full particulars of the claim, including the calculations upon which the claim is based)

☐ **H. Claim of a Customer of a Bankrupt Securities Firm of** $_____

That I make a claim as a customer for net equity as contemplated by section 262 of the Act, the particulars of which are as follows:
(Give full particulars of the claim, including the calculations upon which the claim is based)

District of	Quebec
Division No.	01 - Montréal
Court No.	
Estate No.	41-3435631

FORM 31 --- Concluded

In the Matter of the Bankruptcy of
Rotalec International Inc.
of the City of Montreal
In the Province of Quebec

7. That, to the best of my knowledge, I am (or the above-named creditor is) (or am not or is not) related to the debtor within the meaning of section 4 of the Act, and have (or has) (or have not or has not) dealt with the debtor in a non-arm's-length manner.

8. That the following are the payments that I have received from the debtor, the credits that I have allowed to the debtor, and the transfers at undervalue within the meaning of section 2 of the Act that I have been privy to or a party to with the debtor within the three months (or, if the creditor and the debtor are related within the meaning of section 4 of the Act or were not dealing with each other at arm's length, within the 12 months) immediately before the date of the initial bankruptcy event within the meaning of section 2 of the Act:
(Provide details of payments, credits and transfers at undervalue)

9. (Applicable only in the case of the bankruptcy of an individual.)

☐ Whenever the trustee reviews the financial situation of a bankrupt to redetermine whether or not the bankrupt is required to make payments under section 68 of the Act, I request to be informed, pursuant to paragraph 68(4) of the Act, of the new fixed amount or of the fact that there is no longer surplus income.

☐ I request that a copy of the report filed by the trustee regarding the bankrupt's application for discharge pursuant to subsection 170(1) of the Act be sent to the above address.

Warning: Subsection 201(1) of the Act provides for the imposition of severe penalties in the event that a creditor or person claiming to be a creditor makes any false claim, proof, declaration or statement of account.

Dated at _____, this _____ day of _____ _____.

_____
Signature of creditor or representative

District de: Québec
No division: 01 - Montréal
No cour: 41-3435631
No dossier: 41-3435631

FORMULAIRE 36
Formulaire de procuration
(paragraphe 102(2) et alinéas 51(1)e) et 66.15(3)b)
de la Loi)

Dans l'affaire de la faillite de
Rotalec Internationale Inc.
de la ville de Montréal
dans la Province de Québec

Je, _____, de _____, créancier dans l'affaire susmentionnée, nomme _____, de _____, mon fondé de pouvoir à tous égards dans l'affaire susmentionnée, sauf la réception de dividendes, celui-ci _____ (étant ou n'étant pas) habilité à nommer un autre fondé de pouvoir à sa place.

Daté le _____, à _____.

_____
Témoin

_____
Créancier (personne physique)

_____
Créancier (personne morale)

_____
Témoin

Par _____
Nom et titre du signataire autorisé

Retournez à :

Richter Inc. - Syndic autorisé en insolvabilité
Par:

_____
Andrew Adessky, CPA, CIRP, SAI - Syndic autorisé en insolvabilité
1981 Avenue McGill College, 11e étage
Montréal QC H3A 0G6
Télécopieur: (514) 934-8603
Courriel: reclamations@richter.ca

District of: Quebec
Division No. 01 - Montréal
Court No. 41-3435631
Estate No. 41-3435631

FORM 36
Proxy
(Subsection 102(2) and paragraphs 51(1)(e) and 66.15(3)(b) of the Act)

In the Matter of the Bankruptcy of
Rotalec International Inc.
of the City of Montreal
In the Province of Quebec

I, _____, of _____, a creditor in the above matter, hereby appoint _____, of _____, to be my proxyholder in the above matter, except as to the receipt of dividends,_____ (with or without) power to appoint another proxyholder in his or her place.

Dated at _____, this _____ day of _____, _____.

_____
Witness

_____
Individual Creditor

_____
Witness

_____
Name of Corporate Creditor

Per _____
Name and Title of Signing Officer

Return To:

Richter Inc. - Licensed Insolvency Trustee
Per:

_____
Andrew Adessky, CPA, CIRP, LIT - Licensed Insolvency Trustee
1981 Avenue McGill College, 11e étage
Montréal QC H3A 0G6
Fax: (514) 934-8603
E-mail: reclamations@richter.ca

FORMULAIRE D'INSCRIPTION
DE LA PREMIERE ASSEMBLÉE DES CRÉANCIERS

Dans l'affaire de la faillite de
Rotalec International Inc.

Nom du créancier : _____

Nom du représentant du créancier : _____

Adresse courriel : _____

Numéro de téléphone : _____

Signature : _____

Veuillez noter que pour participer à l'assemblée des créanciers, vous devez transmettre ce formulaire au syndic par courriel à l'adresse suivante : reclamations@richter.ca au plus tard à 17 h 00 (heure de Montréal) le 22 octobre 2026, afin que les instructions pour assister à l'assemblée vous soient transmises.

REGISTRATION FORM TO THE FIRST MEETING OF CREDITORS

In the Matter of the Bankruptcy of
Rotalec International Inc.

Name of the creditor: _____

Name of the creditor's representative: _____

Email address: _____

Phone number: _____

Signature: _____

Please note that to attend the creditors' meeting, you must send this form to the Trustee by email to the following address: claims@richter.ca, no later than 5:00 p.m. (Montréal time) on October 22, 2026, following which you will be sent the details of how to attend the meeting.

District of:
Division No. -
Court No.
Estate No.

[X] Original [ ] Amended

-- Form 78 --

Statement of Affairs (Corporate Bankruptcy)
(Subsection 49(2) and Paragraph 158(d) of the Act / subsections 50(2) and 62(1) of the Act)

In the Matter of the Bankruptcy of
Rotalec International Inc.
of the City of Montreal
In the Province of Quebec

To the bankrupt:

You are required to carefully and accurately complete this form and the applicable attachments showing the state of your affairs on the date of the bankruptcy, on the 9th day of October 2026. When completed, this form and the applicable attachments will constitute the Statement of Affairs and must be verified by oath or solemn declaration by a duly authorized director, if the bankrupt is a corporation, or by yourself, in other cases..

Give reasons for the bankrupt's/debtor's financial difficulty (Select all that apply and provide details):

[ ] Negative market conditions;	[ ] Foreign Exchange Fluctuations;	[ ] Economic Downturn;	[x] Poor Financial Performance;	[ ] Legal Matters (Provide details);
[x] Lack of Working Capital/Funding;	[ ] Competition;	[ ] Legislated or Regulatory Restrictions;	[ ] Natural Disaster;	[ ] Increased Cost of Doing Business;
[ ] Overhead Increasing;	[ ] Faulty Infrastructure or Business Model;	[ ] Unsuccessful Marketing Initiatives;	[ ] Personal Issues;	[ ] Poor Management;
[x] Faulty Accounting;	[ ] Tax Liabilities;	[ ] Labour;	[ ] Other (Please specify).	

Provide relevant details:

ASSETS
(totals from the list of assets as stated and estimated by bankrupt/debtor)

1. Cash on hand		1.00
2. Deposits in financial institutions		0.00
3. Accounts receivable and other receivables		
Total amount	0.00	
Estimated realizable value	0.00	0.00
4. Inventory		0.00
5. Trade fixtures, etc.		0.00
6. Livestock		0.00
7. Machinery and equipment		0.00
8. Real property or immovables		0.00
9. Furniture		0.00
10. Intangible assets (intellectual properties, licences, cryptocurrencies, digital tokens, etc.)		0.00
11. Vehicles		0.00
12. Securities (shares, bonds, debentures, etc.)		0.00
13. Other property		0.00
Total of lines 1 to 13		1.00
If bankrupt is a corporation, add:		
Amount of subscribed capital	0.00	
Amount paid on capital	0.00	
Balance subscribed and unpaid	0.00	
Estimated to produce	0.00	0.00
Total assets		1.00
Deficiency		-3,077,374.08
Total value of assets located outside Canada included in lines 1 to 13		0.00

LIABILITIES
(totals from the list of liabilities as stated and estimated by bankrupt/debtor)

1. Secured creditors	1.00
2. Preferred creditors, securities, and priorities	0.00
3. Unsecured creditors	3,077,374.08
4. Contingent, trust claims or other liabilities estimated to be provable for	0.00
Total liabilities	3,077,375.08
Surplus	3,077,374.08

List of Assets

Arrange by Nature of asset and number consecutively

No.	Nature of asset [1]	Address/Location	Asset located outside Canada	Details	Percentage of bankrupt's/debtor's interest	Total value of the bankrupt's/debtor's interest	Estimated realizable value	Equity or Surplus	Placeholder (values on this line are for notification
101	Cash on hand	n/a	☐	Cash on Hand - 1	100.00	1.00	1.00	0.00	☐
					Total	**1.00**	**1.00**		

[1] Choose one option for each item: Cash on hand; Deposits in financial institutions; Accounts receivable and other receivables; Inventory; Trade fixtures, etc.; Livestock; Machinery and equipment; Residential rental property; Commercial building; Industrial building; Land; Immovable industrial equipment; Other real property; Furniture; Intangible assets (intellectual properties, licences, cryptocurrencies, digital tokens, etc.); Vehicles; Securities (shares, bonds, debentures, etc.); Bills of exchange, promissory note, etc.; Tax refunds; Other personal property.

List of Liabilities

No.	Name of creditor or claimant	Address	Nature of liability [2]	Details	Date given/ incurred	Amount of Claim					Asset securing the liability	Ground for the right to a priority [3]	Estimated surplus or (deficit) from security	Place-holder (values on this line are for notification only)
						Unsecured	Secured	Preferred/Priorities	Contingent, trust claims or other liabilities	Total amount of claim				
1	BDC CAPITAL INC.	500-5 PLACE VILLE MARIE MONTREAL QC H3B 5E7	Finance Company Loans			433,000.00	0.00	0.00	0.00	433,000.00			-433,000.00	☐
2	ROTALEC CANADA	5000 THIMENS BLVD MONTREAL QC H4R 2B2	Intercompany loans			17,076.00	0.00	0.00	0.00	17,076.00			0.00	☐
3	TORONTO DOMINION BANK	3140 DUFFERIN NORTH YORK ON M6A 2T1	Finance Company Loans		27-Jun-2023	2,627,298.08	1.00	0.00	0.00	2,627,299.08	101		-2,627,298.08	☐
					Total	**3,077,374.08**	**1.00**	**0.00**	**0.00**	**3,077,375.08**				

[2] Choose one option for each item: Accounts payable; Owed rent; Owed wages; Severance pay; Corporate taxes; Sales taxes; Employee source deductions; Litigation/legal costs and awards; Subordinated debenture; Bills of exchange; Promissory notes; Lien notes; Mortgages or hypothec on real or immovable property; Chattel mortgages or movable hypothec; General Security Agreement; Intercompany loans; Bank loans (except real property mortgage); Finance company loans; Shareholder loans; Shares and subscribed capital; Other claim or liability.

[3] Choose one option for each item with a preferred or priority amount: Unpaid supplier; Farmer, fisherman or aquaculturist; Owed wages; Unpaid amount regarding pension plan; Municipal taxes; Rent; Customer of a bankrupt securities firm; Deemed trust in favour of the Crown; Priming charges and interim financing; Environmental liabilities; Other.

I, Andrew Adessky, LIT Richter Inc. Receiver of Rotalec International Inc., of the City of Montréal in the Province of Quebec, do swear (or solemnly declare) that this statement and the attached lists are, to the best of my knowledge, a full, true and complete statement of the affairs of the Corporation on the 9th day of October 2026 and fully disclose all property of every description that is in my possession or that may devolve on me in accordance with the Act.

SWORN (or SOLEMNLY DECLARED) before me at the City of Montréal in the Province of Quebec, on this 9th day of October 2026.

Andrew Adessky, LIT Richter Inc. Receiver
of Rotalec International Inc.

Vicky Coupal, Commissioner of Oaths
For the Province of Quebec
Expires March 23, 2029

COMMISSAIRE À L'ASSERMENTATION POUR LE QUÉBEC
Vicky Coupal
205380
ET POUR L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC

Court No.

File No.

In the Matter of the Bankruptcy of
Rotalec International Inc.
of the City of Montreal
In the Province of Quebec

Form 78 (8R22)
Statement of affairs (Business bankruptcy)

Richter Inc. - Licensed Insolvency Trustee
Per:

Andrew Adessky, CPA, CIRP, LIT - Licensed Insolvency Trustee
1981 Avenue McGill College, 11e étage
Montréal QC H3A 0G6
Phone: (514) 934-3400 Fax: (514) 934-8603